
[Afrique du Sud : gare au bois ! A mesure que les plantations grandissent, de plus en plus de Sud-africains poussent des cris d'alerte](#)

Un large éventail de défenseurs de l'environnement et de représentants de groupes communautaires, d'institutions de recherche et de décideurs du gouvernement et de l'industrie s'est réuni mi-novembre à Nelspruit, Afrique du Sud, pour discuter d'une question brûlante : l'impact des plantations d'arbres à bois.

Les hôtes de la réunion, dont le thème était 'Les plantations d'arbres : impacts, visions d'avenir et tendances mondiales', ont été GEASPHERE et TimberWatch Afrique du Sud. Ainsi, les 13 et 14 novembre un nombre croissant d'environnementalistes et de parties intéressées ont eu l'occasion de manifester leurs inquiétudes et d'échanger des idées avec des représentants du gouvernement et de l'industrie, de discuter des problèmes et de chercher un terrain d'entente pour développer une vision future de la 'forêt'.

Ils craignent les impacts continus de ce qu'un propriétaire terrien local a décrit comme « des milliards de rangées de pins, d'eucalyptus et d'acacias assoiffés, déguisées en 'forêts', qui couvrent d'un manteau stérile de vastes étendues à Mpumalanga, KwaZulu Natal et ailleurs, pour produire de la pâte, des planches et des poteaux au profit des actionnaires. Les inconvénients l'emportent sur les avantages ».

Un des orateurs principaux a été le professeur Braam van Wyk de l'université de Pretoria, qui a parlé des menaces qui planent sur une ressource précieuse : 'La prairie sud-africaine : biodiversité, dynamique et gestion'. Il a signalé que dans les pays traditionnellement producteurs de bois les plantations sont utilisées pour produire des arbres par la modification d'une ressource naturelle, et que les forêts boréales de l'hémisphère nord sont utilisées de manière sélective, ou bien coupées mais replantées avec des espèces tout à fait indigènes dans cette partie du monde.

En Afrique du Sud par contre, nous détruisons une ressource naturelle avant d'implanter une nouvelle ressource, qui d'ailleurs doit être artificiellement maintenue. « Savons-nous ce que nous détruisons ? » a-t-il demandé. « Cette destruction compense-t-elle la perte de ce qu'elle est censée remplacer ? »

Il a expliqué que la plupart de la flore des prairies (qui portent aussi le nom trompeur d'herbages) consiste dans une grande variété de plantes non herbacées, de buissons et de fleurs des champs, avec à peine 11% d'herbes dans certains cas, en particulier dans les prairies de montagne du Nord-Est, qui ont été les plus fortement 'boisées'. Le biome de prairie est le foyer d'environ 4 000 espèces végétales (à comparer avec les 1 700 espèces d'un pays comme la Suède), et constitue donc une ressource génétique précieuse. En outre, les plantes créent un habitat – un endroit pour vivre – pour beaucoup d'autres espèces. De nombreux animaux endémiques du biome de prairie sont menacés par la destruction de cet habitat. Des amphibiens de la région centrale de KwaZulu Natal ont été gravement atteints, et certaines espèces risquent même d'avoir disparu, en raison de la destruction excessive de la prairie.

Dans le maniement de la prairie, le feu, qu'on appelle 'le sang vital', est une composante essentielle. « Si vous supprimez le feu, vous détruisez la prairie. » Or, le maniement d'une plantation industrielle d'arbres exclut bien sûr cette forme de régénération, et la destruction de la prairie est ainsi totale.

L'élimination de la prairie par le labourage ou l'établissement de plantations d'arbres est considérée comme irréversible, parce que la prairie, étant l'aboutissement de la superposition de différents types de végétation pendant des millions d'années, est impossible à recréer.

Les eucalyptus, les acacias et les pins sont célèbres pour l'hydrophobie qu'ils transmettent aux sols. En effet, les grains de sable sont enrobés d'une couche cireuse qui empêche la pénétration de l'eau. Cet effet est encore aggravé par le feu. En revanche, la prairie augmente la captation d'eau et contribue à empêcher les inondations.

La plupart des études menées sur la prairie se centrent sur les espèces herbacées qui sont importantes pour l'élevage de bétail, de sorte que « nous ne savons pratiquement rien du précieux biome de prairie », a dit Van Wyk. « Devons-nous continuer à le détruire ? »

Lorsqu'il voyage dans des zones rurales il voit des rangées et des rangées de plantations d'eucalyptus et de pins, récemment établies, dans les prairies primaires. Il s'agit là d'un problème que l'industrie doit reconnaître, dit-il, et dialoguer avec toutes les parties concernées pour trouver une solution. Il a appelé au lancement d'une Journée des prairies nationales, destinée à sensibiliser le public et à lui faire apprécier l'importance du problème.

David Lindley, du Mondi Wetland Project, a parlé de la gestion des zones humides dans le domaine de l'industrie forestière. Il a présenté un document indiquant que, d'ici 2010, la compagnie Mondi Timber devra enlever tous les arbres qu'elle a plantés dans les zones humides et les zones riveraines.

Le chercheur Dirk Versfeld a ébauché un programme pour la conversion graduelle de l'industrie du bois à des espèces indigènes de 'bois lent' qui, à long terme, sont un investissement très rentable. Dirk Versfeld et Mike Warren sont les auteurs de 'Indigenous Forestry Alternatives for Rural Development'. (Pour obtenir un exemplaire de ce document adressez votre demande à owen@soft.co.za).

Nhlanhla Msweli, du Mouvement contre la pauvreté et l'inégalité économique du Swaziland (SCAPEI), a parlé des impacts des plantations d'arbres sur les paysans de ce pays, où de vastes étendues de prairies ont disparu sous les monocultures d'arbres et privé les gens de la possibilité de gagner leur vie. En effet, dans une plantation d'arbres on ne peut pas faire paître le bétail, ni faire pousser des plantes alimentaires, ni chasser du gibier. Des gens qui avaient toujours vécu comme agriculteurs en utilisant l'environnement naturel de manière durable ont été sortis de leurs terres et envoyés sur les montagnes, où ils ne peuvent pas maintenir leur style de vie. Msweli a parlé des bas salaires et des suppressions de postes dans l'industrie forestière, ainsi que de la pollution de l'air et de l'eau dans les voisinages des usines de pâte. Il a déploré que les grandes sociétés multinationales continuent d'annexer et d'exploiter des terres au profit d'actionnaires multinationaux, et aux dépens des habitants des lieux.

George Dor, du mouvement Jubilee S.A., a parlé de « La dette écologique : la réparation des dégâts de l'industrie, des grands barrages, de l'industrie minière et de l'exploitation forestière ». Il a souligné que les lourdes dettes que beaucoup de pays en développement s'efforcent de rembourser

à des institutions telles que la Banque mondiale et le FMI, ont souvent été contractées pour financer des projets qui ne profitent que très peu à la population du pays emprunteur, et qui constituent maintenant un frein pour le développement. Pour payer la dette antérieure il faut obtenir de nouveaux prêts, qui sont accordés à des conditions avantageuses pour les entreprises des pays prêteurs. En Afrique du Sud, des activités telles que l'extraction minière, la construction de grands barrages, l'établissement de plantations industrielles d'arbres et le développement du tourisme profitent directement à des entreprises des pays du Nord, souvent aux dépens des habitants et de l'environnement du Sud. La 'dette écologique' est ce que les pays du Nord doivent aux pays du Sud pour la destruction de leur écologie et, de la même manière, les grandes entreprises ont une dette à l'égard des personnes lésées. George Dor a signalé que les mouvements de défense de l'environnement et de la société sont souvent isolés les uns des autres, et qu'ils devraient travailler en réseau et en plus étroite collaboration autour des problèmes communs.

Maria Rydlund, de la Société suédoise pour la conservation de la nature (SSNC), est venue spécialement de la Suède pour participer à la réunion, et apporté une perspective internationale. Elle a parlé des impacts des monocultures d'arbres dans beaucoup de pays en développement tels que l'Indonésie, la Thaïlande et le Brésil. La plupart du bois produit dans l'hémisphère Sud est destiné aux consommateurs du Nord. Les habitants des forêts du Sud en sont déplacés afin d'y établir des monocultures d'arbres qui appartiennent au secteur privé et dont ils tirent très peu de bénéfices réels. Ce ne sont plus des forêts : elles ont beaucoup plus en commun avec des monocultures agricoles.

Richard Spoor, avocat spécialiste des droits de l'homme, a expliqué que le cadre juridique permet aux entreprises de transférer leurs coûts. Le système légal est hérité des Romains d'il y a 2 000 ans, lorsque l'eau, les sols, la faune et la flore étaient abondants. Dans l'exercice de leurs 'droits légaux' à la propriété et au profit, les gens pouvaient détruire leur environnement naturel sans crainte de poursuites. Cette attitude persiste aujourd'hui, et les personnes lésées par les grandes entreprises qui exercent ces 'droits' n'ont aucun recours légal pour obtenir compensation de leurs pertes. Spoor a affirmé que les véritables coûts de l'industrie du bois ne sont pas pris en compte. Lorsqu'une grande plantation d'arbres fait tarir l'eau d'une ferme en aval, c'est l'industrie en question qui devrait en payer le coût pour l'agriculteur. Les impacts sur les agriculteurs et autres utilisateurs de la pollution provoquée par les usines de pâte devraient être quantifiés. Les personnes ayant perdu leurs moyens de vie pour avoir été déplacées de leur terre devraient être indemnisées. Si tous ces coûts cachés étaient quantifiés, l'industrie du bois s'avérerait beaucoup moins rentable. Spoor a appelé à accélérer la mobilisation dans les domaines environnemental, social et légal, dans le but de mieux faire connaître les impacts des grandes industries sur notre environnement naturel et social, et leurs coûts véritables pour la société.

Wally Menne, de la coalition TimberWatch, a apporté des informations sur le dernier Congrès forestier mondial, et expliqué les grandes différences qui existent entre les forêts et les plantations. Il a parlé des impacts physiques de l'aménagement de plantations sur les systèmes de forêt locaux, tels que la perte de biodiversité, l'érosion due à l'extraction de bois et les effets sur les réserves d'eau. Les plantations ont été appelées des 'voleuses' d'eau, car elles consomment davantage d'eau que les pluies n'en fournissent, a dit Menne.

Morne Lizamore, du Département des eaux et forêts (DWAF), a présenté les réglementations auxquelles est soumise l'industrie forestière, et le processus d'obtention de permis de plantation d'arbres. La législation sud-africaine autorise une large participation du public, a-t-il dit, et davantage de personnes devraient s'estimer capables d'apporter des contributions bien informées au sujet des projets qui auront des impacts sur leur environnement.

L'industrie était représentée par Mike Edwards, directeur général de Forestry South Africa. Il a manifesté que la demande croissante de pâte exige que l'industrie établisse 250 000 hectares supplémentaires de monocultures d'eucalyptus, mais que le principal obstacle à cette expansion est la disponibilité d'eau et de terres. D'autre part, l'industrie va perdre une quantité considérable d'arbres lorsqu'elle devra, en application des normes légales et de certification, les enlever des zones humides, des zones riveraines et des aires illégalement plantées. Il a mentionné la possibilité que l'industrie s'adresse de plus en plus à des 'plantations extérieures' pour l'obtention de matière première. Edwards a exhorté l'industrie à la gestion durable et à la transparence, et remercié les organisateurs de la rencontre de lui avoir fourni l'occasion d'y participer.

Linda Mossop, directrice du secteur forestier du DWAF, a partagé l'estrade avec Mike Edwards et s'est rangée décidément du côté de l'industrie. Elle a profité de l'occasion pour remercier publiquement l'industrie de sa présence, surtout au moment où le gouvernement vise à 'ouvrir l'industrie' à davantage de joueurs au moyen du programme de 'boisement' à Eastern Cape et KwaZulu Natal. Elle s'est félicitée de cette possibilité de dialogue, et proposé l'organisation de davantage d'ateliers centrés sur des impacts spécifiques des plantations.

Au cours des débats suivant les exposés, certains participants se sont déclarés mécontents que le gouvernement se range du côté de l'industrie 'forestière'. Ils sont fermement convaincus que le Département des eaux et forêts devrait jouer un rôle de régulation plutôt que de promotion de la plantation d'arbres à bois en Afrique du Sud.

La deuxième journée, les participants ont traversé en autocar les prairies de montagne du Nord-Est, où des plantations d'eucalyptus et de pins couvrent de grandes surfaces dans les hautes terres de Mpumalanga. Plusieurs problèmes pratiques ont été signalés, tels que des arbres plantés en contravention de la loi dans les zones humides et riveraines. Le tour leur a permis de voir les milliers d'hectares de plantations récemment détruites par un des plus grands incendies jamais connus, qui s'est soldé par des pertes considérables pour l'industrie et des dommages très graves pour les sols.

Philip Owen, Geosphere, adresse électronique : owen@soft.co.za (Les exposés et le compte rendu de la journée du 13 novembre sont disponibles sur demande à l'adresse électronique de l'auteur).